



Numéro 3

Mars 2023

Journée internationale des femmes 2023

Les femmes sont à la tête de la lutte pour les droits et le pouvoir de décider

– Anna Di Carlo –

- **Affirmation du droit de participer aux prises de décisions**
– Barbara Biley –
- **Un besoin urgent de renouveau démocratique**
– Peggy Morton –
- **La soi-disant politique féministe du Canada**
– Jennie-Laure Sully –
- **Les travailleuses parlent des sujets qui les préoccupent**
- **La Journée internationale des femmes célébrée partout au pays**
- **Marches du 14 février à la mémoire des femmes et jeunes filles autochtones disparues et assassinées**

Journée internationale des femmes 2023

Les femmes sont à la tête de la lutte pour les droits et le pouvoir de décider

– Anna Di Carlo –

Anna Di Carlo est la dirigeante nationale du Parti marxiste-léniniste du Canada.

À l'occasion de la Journée internationale des femmes 2023, les femmes de tout le Canada ont exprimé leurs préoccupations dans des rassemblements, des manifestations, des réunions et des entrevues. Elles ont fait valoir leurs revendications pour une société digne de l'être humain et ont montré que c'est en unissant nos efforts que nous accomplissons des choses. Nous nous réjouissons de ces réalisations de femmes qui occupent le devant de la scène et qui sont au cœur de la lutte pour les droits de toutes et tous. Félicitations à toutes pour leurs contributions, leur courage, leur persévérance et leurs succès.



Marche pour la Journée internationale des femmes à Montréal le 8 mars 2023

Nous constatons chaque jour que les gens en général, et les femmes en particulier, sont confrontés à des difficultés considérables et que ces difficultés ne cessent de s'aggraver. Dans ce contexte, nous assistons à une vaste campagne pour marginaliser le peuple et créer la désunion dans nos rangs par tous les moyens que peuvent trouver ceux qui sont en position d'influence et d'autorité. Cela consiste entre autres à créer des doutes dans nos esprits sur l'intégrité, la rectitude politique et la loyauté des unes et des autres.

De nombreux exemples peuvent être donnés, comme l'attribution d'une identité décidée par d'autres à quiconque ose parler ou l'attribution de l'épithète de « droite » à ceux qui remettent en question les politiques gouvernementales en matière de vaccin et de port du masque. Il en va de même pour l'accusation d'être réactionnaire si l'on n'est pas suffisamment attentif à ce qui est culturellement approprié, tandis que les gouvernements rendent légaux des crimes contre le peuple. Cela produit un niveau de culture politique lamentablement bas face à l'offensive antisociale et à l'assaut politique contre les droits de tous. Cela crée aussi une impression d'indifférence face à ce qui se passe au niveau national et international.



Tout cela n'est que de la désinformation pour nous dissuader de découvrir ensemble ce qui se passe sous nos yeux, de voir ensemble comment les choses se posent, de distinguer ce qui est pertinent de ce qui ne l'est pas et de trouver ensemble la réponse favorable à nos intérêts. Un exemple de campagne officielle pour créer la confusion est la campagne actuelle qui semble orchestrée par ce qu'on appelle les agences de renseignement concernant ce qu'elles appellent « l'ingérence étrangère » de la Chine dans le processus électoral et politique du Canada. Cette campagne intervient à un moment où il y a partout au Canada un grand mécontentement au sujet du système électoral qui donne le droit de décider et d'agir en notre nom à des représentants qui, dans les faits, ne nous représentent pas. Des gouvernements majoritaires sont formés avec une minorité des votes exprimés alors que le quart, sinon le tiers, des électeurs s'abstiennent de voter faute de candidats qui

représentent leurs opinions, leurs revendications et leurs aspirations. N'a-t-on pas raison de se demander pourquoi les agences du renseignement utilisent les médias pour créer des « fuites » d'information sur des sujets donnés ? Qui tire les ficelles pour que la gouvernance ait à ce point déraillé et qu'au nom de la liberté de la presse, de la démocratie et des droits humains, les Canadiens soient pris en otage par toutes ces pratiques qui sèment l'anarchie et la violence ?

Non seulement déclarer la Chine « État hostile » ne résoudra aucun problème de l'économie du Canada, des États-Unis ou d'Europe, mais plus les États-Unis arment Taïwan et plus le Canada y contribue en envoyant des navires de guerre dans le détroit de Taïwan, plus s'éloigne la possibilité de résoudre les problèmes sans recourir à la violence. Ce mois-ci nous commémorons le 20^e anniversaire de la guerre des États-Unis contre l'Irak et le 12^e anniversaire de la destruction de la Libye par les États-Unis, dans laquelle le Canada a joué un rôle infâme. À l'époque, les États-Unis ont déclenché l'hystérie contre celles et ceux qui professent l'islam, qui sont d'origine arabe ou qui portent la burqa ou le hidjab, et le Canada a suivi une politique d'apaisement envers les États-Unis et leur a emboîté le pas.

Le Canada continue de nier toute responsabilité dans les attaques islamophobes perpétrées officiellement par l'État contre des Canadiens, ainsi que par des individus et des groupes réactionnaires dérangés ou motivés par des considérations politiques. Aujourd'hui encore, il nie toute responsabilité dans le climat hostile qu'il crée à l'encontre des citoyens et résidents canadiens d'origine chinoise. Nous avons parlé à de nombreuses personnes dans tout le pays qui sont favorables à des relations diplomatiques amicales entre la Chine et le Canada et qui s'opposent à l'utilisation de la force pour régler les différends entre les pays. Ils s'opposent à la criminalisation de la nationalité par l'État, comme le refus d'autoriser tout spectacle ou échange culturel s'il est d'origine russe, ou maintenant la persécution des personnes d'origine chinoise. Les femmes sont aux premières lignes de l'opposition à la marginalisation, diffamation, calomnie et même criminalisation de toute prise de position selon sa conscience.

Les femmes s'opposent aux tentatives de les désorienter, de les réduire au silence, de les intimider afin qu'elles ne puissent pas s'exprimer librement et travailler collectivement pour apporter aux problèmes graves des solutions qui leur soient favorables et qui soient favorables à l'ensemble de la société. Il s'agit là d'une préoccupation majeure dont les femmes ont parlé à l'occasion de la Journée internationale de la femme.

Plus que jamais, la situation exige que nous créions des forums où nous pouvons nous réunir pour partager nos expériences, soulever nos préoccupations dans une atmosphère où nous pouvons parler librement, sans crainte ou récriminations, et sans prendre parti pour ceci ou contre cela, sans craindre que ce ne soit pas « la bonne chose à dire ». Comment ne plus être minées par des préjugés et des notions qui entravent notre réflexion, nous empêchent de regarder les faits et d'en tirer des conclusions justifiées, si nous ne pouvons pas parler librement ? Quand l'intention est de régler les problèmes d'une manière qui nous soit favorable, la liberté de parole est l'outil de cette réalisation. Quand l'intention est d'imposer des croyances et des conclusions toutes faites, le résultat n'est pas l'unité mais sa division et sa désaffection.

Nous sommes heureuses de constater que de tels forums sont créés partout au pays, où est respecté le principe que ce qui est dit dans le groupe reste dans le groupe et que l'objectif de la discussion et des échanges est de renforcer les interventions des femmes pour trouver des solutions, s'aider les unes les autres à s'organiser, mieux comprendre ce qui est en jeu et voir comment les femmes peuvent s'entraider pour obtenir des succès.

Cette année, pour la Journée internationale des femmes le gouvernement, Justin Trudeau a choisi le thème : « Chaque femme compte ». C'est pour nier ce que les femmes créent quand elles parlent en leur nom propre et qu'elles font les réclamations qu'elles sont en droit de faire à la société. Comment le gouvernement Trudeau pense-t-il « compter » toutes les femmes s'il prétend parler en

leur nom ? Les femmes ne sont pas des statistiques à citer dans les communiqués de presse de politiciens véreux. Loin d'écouter les femmes qui se battent en première ligne dans toutes les sphères de la vie au Canada et à l'étranger et de reconnaître leur force collective, le gouvernement canadien et ses agences débitent des inepties telles que le message cruel adressé aux jeunes Canadiennes par la ministre des Femmes et Égalité des genres Canada qui dit que « votre rêve est à portée de main ». De quel rêve s'agit-il ? Le rêve d'occuper des postes de premier plan dans les forces armées et les gouvernements pour imposer aux autres des valeurs que les Canadiens n'ont pas adoptées ?

La vie elle-même révèle quel sort les gouvernements réservent aux jeunes filles autochtones disparues ou aux jeunes forcés de se débrouiller seuls, en concurrence avec tous les autres. On leur dit que s'ils font les bons choix et se comportent bien, « ils y arriveront ». S'ils n'y arrivent pas, ils doivent vivre avec la culpabilité de ne pas avoir fait assez d'efforts et ne peuvent s'en prendre qu'à eux-mêmes pour l'absence d'un avenir radieux.

Selon l'élite dirigeante, le gouvernement canadien est à l'avant-garde de la lutte pour les droits des femmes. La preuve serait que des femmes occupent des postes clés au sein du cabinet, à commencer par la vice-première ministre et ministre des Finances Chrystia Freeland, la ministre des Affaires étrangères Mélanie Joly et la ministre de la Défense Anita Anand. Celles-ci seraient l'incarnation de ce que le gouvernement considère comme une femme accomplie. Or, ce sont des femmes qui jouent un rôle de premier plan dans l'offensive néolibérale antisociale et dans la violation des droits au Canada. Au nom des droits humains et d'un soi-disant ordre fondé sur des règles, elles applaudissent à la destruction de nations et n'ont aucune hésitation à faciliter l'intégration de l'économie canadienne à la production de guerre des États-Unis et à appeler le Canada « territoire de l'OTAN », à l'instar des fauteurs de guerre qui aspirent à l'hégémonie mondiale des États-Unis.

Les femmes de ce pays veulent un système dans lequel les dirigeants ne se placent pas au-dessus du peuple et ne l'empêchent pas de prendre les décisions qui affectent sa vie.

À cette occasion, nous célébrons ensemble nos succès. Nous définissons nous-mêmes ce qui constitue un succès, en nous basant sur le fait que nous réalisons un plan que nous adoptons et mettons en oeuvre nous-mêmes. Nous luttons contre toutes les formes de discrimination et d'injustice, et pour les droits de toutes et tous.

En 2023, unissons nos efforts pour créer des formes qui nous aident mutuellement dans nos efforts d'organisation, pour partager nos expériences en matière d'organisation et pour trouver ensemble comment résoudre les crises dans lesquelles la société est embourbée d'une manière qui favorise les travailleurs, et non les bénéficiaires du système de pouvoir et de privilèges en décomposition.



Affirmation du droit de participer aux prises de décisions

– Barbara Biley –

À l'occasion de la Journée internationale des femmes 2023, les femmes du monde entier ont pris leur place à la tête de toutes les luttes menées pour un monde dans lequel les êtres humains peuvent s'épanouir et prendre en main les affaires de la nation. Au niveau international, les femmes sont en première ligne pour exiger le démantèlement de l'OTAN, une fin au conflit en Ukraine par la négociation et la défense des principes de l'égalité des nations et de la résolution pacifique des conflits entre les nations.

Je faisais partie du contingent du Parti communiste du Canada (marxiste-léniniste) lors du rassemblement et de la marche de la Journée internationale des femmes à Toronto le 4 mars, au cours desquels des femmes autochtones, des femmes migrantes, des travailleurs de l'éducation et des étudiants, des organisations de femmes philippines et latino-américaines, ainsi que des travailleurs de tous les secteurs ont porté des pancartes et des banderoles avec leurs revendications :



Un statut pour toutes et tous, l'abrogation des lois antiouvrières et la fin de la discrimination salariale, pour que le Canada soit une zone de paix et pour que le Canada sorte de l'OTAN. Notre bannière « Notre sécurité est dans la lutte pour les droits de toutes et tous » reflétait bien l'esprit de la marche.

Le problème auquel nous sommes confrontées est que notre système politique dépassé nous prive du droit de participer aux prises de décisions afin que nous puissions collectivement apporter les changements nécessaires à l'économie pour que les besoins de la population, et non des intérêts privés étroits, soient au centre de la planification. Les partis cartellisés parlent au nom des intérêts privés étroits qui ont pris le contrôle des gouvernements fédéral et provinciaux. Ils disent aux Canadiens, y compris aux femmes qui luttent pour leurs droits, que nous devons compter sur eux pour trouver des solutions. On nous dit que nous devons accepter un système politique dans lequel une poignée de personnes prend des décisions qui affectent tout le monde, un système qui nous empêche de résoudre les problèmes.

Nous savons ce qu'il faut faire. Sur tous les fronts, les femmes partout au Canada s'opposent à la brutalité de l'offensive antisociale qui détruit la société et oblige chacun à se débrouiller seul. Nous n'acceptons pas que les travailleurs de la santé, de l'éducation et d'autres secteurs travaillent dans des conditions intenable. Nous n'acceptons pas non plus que les gouvernements abdiquent leur responsabilité d'investir dans les services dont les gens ont besoin tout en attaquant les travailleurs qui ont tout donné pendant la pandémie et qui continuent de le faire. Nous proposons des solutions centrées sur l'être humain et nous nous battons pour les obtenir.

Les femmes militantes présentes au rassemblement de Toronto ont montré que nous prenons notre destin en main et que nous considérons qu'il est de notre droit et de notre devoir de transformer la société en une société qui respecte les droits de toutes et tous.



Un besoin urgent de nouveau démocratique

– Peggy Morton –

En cette occasion de la Journée internationale des femmes, je pense que le problème le plus urgent auquel les femmes sont confrontées est le besoin de nouveau démocratique et que le peuple s'investisse du pouvoir. Les batailles que mènent et dirigent les femmes mettent en lumière la sorte d'égalité pour laquelle les femmes se battent. La revendication moderne de l'égalité émane de notre qualité commune, celle d'être humain, et c'est sur cette base que nous faisons nos réclamations pour un statut politique et social commun, et en tant que femmes, pour tout ce dont nous avons besoin en tant que reproductrices de la vie. C'est donc dire que tous les membres de la société ont le droit égal et la responsabilité de participer aux prises de décisions et de mettre en oeuvre ces décisions.

Les « institutions démocratiques » existantes divisent la société entre ceux qui gouvernent, et sont au-dessus du peuple, et ceux qui sont gouvernés. Nous luttons non seulement contre toutes formes de discrimination, mais pour l'égalité du statut de tous et toutes dans la société en tant que décideurs. Les femmes ne luttent pas pour être gouvernées « équitablement », encore moins pour se joindre à ceux qui gouvernent au nom de l'oligarchie financière mondiale ou pour que celle-ci les accommode.

Prenons la question de la guerre et de la paix. Les revendications de pouvoir politique et de paix sont le legs impérissable de la décision de créer, il y a 113 ans, la Journée internationale des femmes par les femmes communistes, socialistes et ouvrières. Aujourd'hui, les femmes sont aux premiers rangs des efforts pour faire du Canada une zone de paix.

Au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale, la revendication des peuples pour un monde uni pour la paix a vu naître la Charte des Nations unies et ses principes du droit de tout pays et de tout peuple de décider de sa propre voie, l'égalité souveraine de tous les pays, l'état de droit international et la résolution pacifique des conflits entre nations.



Le droit du peuple de délibérer et de décider sur toute question de guerre et de paix est de la plus haute importance aujourd'hui, puisqu'il faut défendre ces principes face à l'intégration du Canada à la machine de guerre et l'économie des États-Unis. Les impérialistes américains parlent du Canada et d'autres pays comme étant un « territoire de l'OTAN », ce qui veut dire pour eux que le Canada est soumis à leurs objectifs de guerre et à leurs tentatives de maintenir la suprématie des États-Unis, peu importe les conséquences. Cela veut dire que le Canada emboîte le pas aux États-Unis et à l'OTAN dans

leur guerre par procuration en Ukraine dans le but d'anéantir la Russie et qu'il s'oppose obstinément à tout effort de résoudre le conflit par des moyens pacifiques. Les femmes députées au gouvernement scandent ouvertement les slogans des collaborateurs nazis ukrainiens, les bandéristes, tandis que le Canada forme au combat les néo-nazis d'aujourd'hui en Ukraine. On voit bien que l'objectif de la « politique étrangère féministe » du gouvernement Trudeau est de recruter les femmes pour qu'elles participent directement dans les forces armées ou dans l'organisation de l'OTAN, ou qu'elles appuient leurs objectifs guerriers.

Il n'a jamais été aussi important de délibérer et de discuter de ce qui se passe et de prendre position pour ces principes qui expriment la volonté des peuples du monde. L'adhésion du Canada à l'OTAN et à NORAD n'a jamais été approuvée par les Canadiens et, pourtant, le simple fait de dire haut et fort que le Canada doit sortir de l'OTAN et du NORAD donne lieu à des accusations d'être une menace à la sécurité nationale. Cela ne doit pas passer !

Comment est-il acceptable que les forces les plus destructrices que l'humanité ait jamais vues soient contrôlées par un seul pays, par un homme, ou une femme tout compte fait ? Faisons du Canada une zone de paix ! Canada hors de l'OTAN et du NORAD !

Les femmes savent que tout ce qu'elles ont réalisé, tous leurs succès obtenus collectivement en tant que femmes sont le résultat de leurs propres efforts. Nos droits ne nous ont pas été donnés, ils nous appartiennent, ils ne peuvent être donnés ni retirés. Cette offensive antisociale ne peut plus durer. Les travailleurs, les femmes et les jeunes le disent en paroles et en actes. La nécessité d'investir le peuple du pouvoir de décider est palpable, elle est dans l'air ambiant, elle est partout.

En consolidant notre sens des responsabilités les unes envers les autres, en assumant notre responsabilité sociale envers la société, nous sommes guidées non pas par ce que les gouvernements décident comme ordre du jour, mais bel et bien par les besoins que nous définissons et les réclamations que nous faisons en tant qu'humains, femmes et travailleurs.

C'est en menant ces batailles – la lutte pour des salaires et des conditions de travail qui nous sont acceptables pour dispenser les services dont la société a besoin, la lutte pour mettre fin à la violence et la discrimination, pour les droits reproductifs, pour un Statut pour toutes et tous, pour la Terre Mère et la justice climatique, pour les droits autochtones ancestraux et de traité, pour la paix – que se révèle ce qui est requis pour l'épanouissement des êtres humains. Le temps est venu de renouveler le processus politique, de faire du Canada une zone de paix, pour une société dans laquelle les droits de tous et toutes sont reconnus.



La soi-disant politique féministe du Canada

– Jennie-Laure Sully –

Jennie-Laure Sully est une organisatrice communautaire à Montréal et militante de Solidarité Québec-Haïti.

Pour cette Journée internationale des femmes, la préoccupation qui me vient à l'esprit est l'importance de la lutte des femmes pour les travailleurs et les travailleuses, pour la classe ouvrière en général. Cette journée du 8 mars est liée aux travailleuses. Elle est liée aux femmes qui luttent pour faire reconnaître leurs droits en tant que travailleuses et en tant que femmes.

Il y a comme une dérive en ce moment. On parle d'un féminisme qui est une espèce de féminisme néolibéral. Il n'y a pas nécessairement de lien qui est fait avec les femmes des classes populaires, avec les femmes les plus précarisées dans notre société. Il y a une tendance à vouloir dépolitiser le féminisme et même à lui enlever ses racines ouvrières.

En plus, avec tout ce qui se passe avec les guerres, on voit qu'il y a un effort pour détourner le féminisme alors que le lien entre féminisme et anti-impérialisme est important.

Je note que les féministes du sud, en Amérique latine ou au Venezuela ou en Haïti, mettent de l'avant un féminisme qui est très anti-impérialiste. Par exemple, les féministes de ces pays affirment de plus en plus leur féminisme en dehors des ONG (organisations non gouvernementales) occidentales. Il y a de grosses ONG qui sont reliées aux États-Unis ou au Canada, qui sont liées au complexe de l'aide au développement, qui arrivent et disent « on vient vous amener le féminisme ». Ces femmes n'ont pas besoin de leçons de féminisme de la part des États-Unis ou du Canada.

On voit de plus en plus un rejet d'un certain féminisme, comme Justin Trudeau qui se dit féministe, ce qui est une vraie blague pour beaucoup de féministes des Caraïbes et en Amérique latine. Le premier ministre Trudeau présente sa politique étrangère comme étant féministe et bien souvent c'est fait par le biais d'ONG féministes qui parlent d'une espèce de « soft power ». Le Canada et d'autres puissances néolibérales essaient de passer par les ONG pour avoir plus d'influence dans les pays du sud. Ils arrivent avec des programmes, où ils vont dire aux groupes féministes qu'ils vont donner des subventions à leurs groupes mais ceux-ci doivent accepter, par exemple en Haïti, les semences OGM (organismes génétiquement modifiés). Ils leur disent qu'ils doivent accepter les dons de semences qu'ils leur envoient, il faut qu'ils fassent les choses d'une certaine façon. Il y a l'imposition d'un narratif, d'une idéologie, mais cela passe par des subventions soi-disant en soutien aux femmes. Les États-Unis font la même chose.

C'est peut-être tentant de prendre cet argent-là, mais ensuite ils ont une influence sur les groupes et cela dépolitise les groupes. Ils font cela aussi avec les étudiants. Ils se sont essayés notamment au Venezuela, à Cuba, ils essaient de soudoyer les mouvements populaires. Ils essaient de dépolitiser le mouvement féministe et de faire en sorte que ce soit un féminisme néolibéral qui est favorable à leur politique étrangère, à la vision du monde occidentale nord-américaine qui ne permet pas au féminisme local de se développer avec ses propres façons de faire, ses propres traditions.

Il y a des groupes de défenseurs de la terre qui ont un respect de la terre en Amérique latine et aux Caraïbes et il y a des groupes écologiques financés par les grosses ONG liés à de gros gouvernements qui vont là-bas pour leur apprendre comment faire de l'écologie ! C'est une tentative d'imposer un impérialisme culturel.

Le féminisme doit être anti-impérialiste et on doit faire attention en tant que féministes pour que nos luttes ne soient pas instrumentalisées et détournées par ces puissances néolibérales qui sont aussi des puissances guerrières. Parfois elles justifient la guerre en disant qu'elles veulent protéger les femmes. En Afghanistan, elles ont fait le coup, et un peu partout au Moyen-Orient. C'est soi-disant pour le bien des femmes qu'elles font cela. Il y a toutes sortes de mensonges autour de ça.

Les travailleurs et les travailleuses doivent aussi se rappeler qu'il y a aussi une lutte à mener contre le patriarcat. Les puissants de ce monde sont généralement des hommes qui tentent de contrôler la vie même et la vie des femmes pour avoir un plus grand contrôle sur les terres et sur les ressources. On le voit quand on regarde ce qui se passe avec les femmes autochtones avec les projets de ces grands accapareurs de terres dans le grand nord et comment cela s'accompagne de violence sexuelle. On voit que leurs campagnes extractivistes dans les pays du sud s'accompagnent aussi de violence sexuelle. La lutte contre ces exploitateurs comprend nécessairement la lutte contre le patriarcat.



Les travailleuses parlent des sujets qui les préoccupent

À l'occasion de la Journée internationale des femmes, le Centre ouvrier du PCC(M-L) a mené des entrevues avec des travailleuses de tout le pays qui sont en première ligne dans la lutte pour une société digne des êtres humains, qui garantit les droits des femmes et les droits de tous. Des extraits de ces entrevues sont publiés ci-dessous.

Pour des conditions de vie et de travail qui garantissent une vie de dignité pour toutes les femmes

Marie-Sophie Plante, charpentière-menuisière du Local 9 de la FTQ-Construction s'est exprimée ainsi :

« Je suis consciente que ce n'est pas seulement les femmes qui font face à de la discrimination. Il y a des hommes qui en vivent aussi. Par contre, on vit de la discrimination en tant que femmes, et une chose en particulier dans la construction qui nous touche, c'est qu'il arrive que les femmes ne sont pas engagées par une compagnie parce qu'elles sont des femmes. Cela m'est d'ailleurs déjà arrivé. Ce n'est pas caché, c'est très clair que c'est ça la raison. Et on parle ici de grandes entreprises, qui reçoivent des contrats publics, et qui n'engagent pas de femmes. Depuis que je travaille, je me suis fait poser plus d'une fois la question « veux-tu des enfants bientôt ? » en relation avec ma possibilité de trouver du travail ou de le garder.

« En plus, dans la construction, il y a une grosse culture du silence là-dessus, on n'en parle pas. Dans un secteur comme un ministère, ou un emploi dans une ville, si une femme est refusée sur cette base-là, cela peut faire la une des journaux. Mais la construction c'est tellement petit, tout le monde se connaît. Les compagnies se promènent beaucoup, les entrepreneurs se connaissent tous. Si on en parle, c'est certain que le lendemain je ne serai pas capable de me trouver un emploi. Les femmes vont être barrées à plein de places parce qu'on a osé en parler.



Salutations des femmes de la FTQ-Construction à l'occasion de la Journée internationale des femmes 2023

« Une grande préoccupation, pas juste pour nous dans la construction mais pour tout le monde, c'est la conciliation travail-famille. De nombreuses travailleuses perdent leur emploi à cause d'un manque en ce qui concerne cet enjeu-là.

« On le voit dans les statistiques que les femmes gagnent moins cher à cause de cela. Elles doivent quitter le travail plus tôt pour s'occuper des enfants, manquer des journées parce que leur enfant est malade. La travailleuse se retrouve avec 25 heures de travail dans sa semaine au lieu de 40. Au lieu de se faire dire qu'on ne peut rien faire, les heures sont perdues c'est tout, etc, on a besoin d'une meilleure rétention des heures là-dessus, pour permettre aux femmes de reprendre les heures de travail qu'elles ont perdues. »

Au sujet des conditions de vie des femmes qui travaillent dans le secteur minier, Nadine Joncas, représentante en prévention à la section locale 5778 du Syndicat des Métallos à la mine de fer d'ArcelorMittal à Fermont dans le Nord du Québec, nous a dit :

« Une grande préoccupation c'est le mode d'organisation du travail qu'on appelle communément le 'fly-in fly-out' [*Mode d'organisation du travail où les entreprises amènent les travailleurs par avion jusqu'aux sites de production au lieu de les relocaliser dans la région – les travailleurs alternent des semaines de travail sur les sites et des périodes de repos chez eux. – Note de Forum ouvrier*]. Pour la situation d'une femme, d'une mère de famille, le 'fly-in fly-out' n'est pas un emploi idéal pour éduquer un enfant et veiller sur lui. Cela ne facilite pas l'inclusion des femmes.

« C'est certain que dans les métiers non traditionnels, il y a beaucoup plus de femmes maintenant. Chez nous, nous avons 8 % de femmes, cela n'a pas beaucoup bougé, mais les femmes sont mieux

acceptées dans les métiers de soudeur, de mécaniciens, etc. Les femmes sont acceptées et elles sont bonnes dans ce qu'elles font. Cela ouvre une porte, mais les horaires ne facilitent pas l'inclusion des femmes, ne facilitent pas d'en avoir plus. Je parle des horaires de douze heures, les horaires de nuit, pas de garderies, cela n'aide pas. Nous devons innover pour affronter ces nouveaux défis.

« La conciliation travail-famille prend de plus en plus de place dans les valeurs qui animent les jeunes. Les jeunes que je vois ont beaucoup comme valeur de s'investir dans leur famille, leurs enfants. Mais aujourd'hui on est de retour aux 'Filles de Caleb' quand les gars partaient bûcher pendant des mois. On se souvient du personnage d'Ovila dans cette série télévisée qui partait bûcher en hiver et revenait juste au printemps et la mère se retrouvait seule avec les enfants. »



Pratique de piquetage devant les installations de TELUS à Calgary le 26 février 2023

Des travailleuses de TELUS nous ont parlé de la lutte que les travailleurs et travailleuses de ce géant des télécommunications mènent contre les demandes de concessions de la part de TELUS lors des négociations qui ont mené à une entente de principe, qui a été ratifiée le 17 mars.

Jennifer Turner, une déléguée syndicale et membre du Conseil exécutif de la section locale 1944 du Syndicat des Métallos nous dit :

« Ce qui me préoccupe, c'est que TELUS est si agressif dans ses délocalisations. Nous voulons la sécurité d'emploi pour l'avenir. C'est une question très importante pour nous. Je travaille pour ACES, un secteur qui s'occupe des détaillants et des personnes qui font du porte-à-porte. Lorsque j'ai commencé, tout se passait au pays et il n'y avait qu'une seule équipe à l'étranger. Aujourd'hui, il y a cinq équipes à l'étranger, qui travaillent aux Philippines, et seulement trois équipes au pays. De plus, il n'y a pas eu d'augmentation de salaire depuis si longtemps. L'inflation est très élevée et vous savez, en tant que femmes, nous devons prendre soin de nos familles. L'entreprise ne cesse d'augmenter les prix de ses produits, mais ne nous a même pas proposé d'augmentation pour l'année 2022. C'est ce qui me préoccupe le plus, et aussi le fait qu'ils s'attaquent à nos avantages sociaux, en nous donnant moins de jours de maladie, c'est vraiment une préoccupation. »

Une autre déléguée syndicale s'exprime ainsi :

« L'entreprise installe des centres d'appel à Manille, en Inde, au Guatemala, et elle paie les gens quelques dollars par jour. Cela n'aide pas l'économie ici, pour qui que ce soit, et j'ai l'impression qu'il sera difficile pour les travailleurs de ces pays de renforcer leurs droits au travail, car de grandes entreprises comme TELUS vont là-bas pour les exploiter. Je pense que cela leur fait plus de mal que de bien.

« En ce qui concerne la surveillance électronique, en tant que déléguée syndicale, je suis allée dans plusieurs services et j'ai été choquée qu'ils demandent aux gens des choses comme 'que faisiez-vous pendant les sept secondes où votre souris tournait au ralenti ?' »

Kathleen Mpulubusi, travailleuse des postes et activiste syndicale en Alberta, a parlé des conditions qui règnent dans son secteur :

« À Edmonton, en particulier dans le centre de tri Postes Canada, il y a des problèmes constants de harcèlement de la part des superviseurs et, pour les femmes, le harcèlement sexuel s'y ajoute.

« Cette semaine, 40 travailleurs de l'équipe du soir de la section des colis ont été suspendus pour une semaine sans salaire. Les travailleurs ont demandé à rencontrer brièvement le chef d'équipe pour lui présenter une pétition exposant leurs préoccupations en matière de santé, de sécurité et de personnel. C'est leur droit, en vertu de la convention collective, de présenter une plainte sans crainte de représailles, d'intimidation ou d'entrave. Il y a donc eu un 'affrontement' de deux heures et demie avant que le directeur ne rencontre finalement les travailleurs, mais entre-temps il a appelé la sécurité pour tenter de forcer les travailleurs à retourner au travail. Il a appelé la police et il a même menacé de faire arrêter notre président local pour avoir retardé le courrier, ce qui est techniquement une infraction fédérale. Le directeur des opérations d'Edmonton et le directeur de l'usine se sont présentés, ainsi que le chef de la sécurité de Postes Canada. Lorsque notre président, à qui les travailleurs avaient demandé d'être présent, a quitté l'usine, trois voitures de police étaient alignées à l'extérieur. Ils ont donc suspendu tous les travailleurs en même temps pendant une semaine entière, puis ont essayé de faire appel à des travailleurs occasionnels, dont beaucoup étaient 'indisponibles'. Selon Postes Canada, ces deux heures et demie ont entraîné le retard de 14 000 colis. Voilà à quoi ressemble la vie au centre de tri. »

Karine Ouellet Moreau, présidente du Syndicat des intervenantes et des intervenants de la santé du Nord-Est québécois nous dit :

« Il y a beaucoup de garde obligatoire, qu'il faut revoir. Il faut revoir les paramètres de rémunération. Pour 8 heures de garde, les infirmières de garde qui sont en soins à domicile sont rémunérées pour une heure. Le gouvernement a imposé de la garde obligatoire. Elles peuvent être appelées ou ne pas être appelées, mais elles sont rémunérées pour une heure seulement. Pour être de garde pendant 8 heures, cela leur prend quelqu'un en soutien. Si elles doivent quitter la maison, il leur faut du soutien pour les enfants. J'habite à Forestville en Haute-Côte-Nord, et les filles qui sont en soins à domicile font de la garde.

« Il y a le problème du temps supplémentaire obligatoire. Les infirmières entrent à une heure donnée, mais elles ne savent pas à quelle heure elles vont sortir. Elles ont besoin d'une ressource familiale ou autre après la fermeture des services de garde. »

Voici un extrait de notre entretien avec Tina Laforce, présidente de section, section locale 47, Syndicat des employés provinciaux de l'Alberta :

« Je représente les travailleuses et travailleurs de l'entreprise à but lucratif CBI. Les soins à domicile sont un élément vital de notre société pour les personnes âgées. Beaucoup de gens préfèrent, ou c'est mieux pour eux, rester chez eux et avoir quelqu'un qui vient les aider plutôt que d'avoir à aller dans un établissement.

« Un des problèmes que nous rencontrons est celui des salaires, qu'il s'agisse de la rémunération horaire ou de la façon dont les travailleurs à domicile sont payés. Par exemple, ils sont payés 30 minutes par visite, ce qui est censé inclure le temps de déplacement. Mais il faut en fait 30 minutes pour prodiguer les soins au client, et les travailleurs ne sont donc pas payés pour leur temps de déplacement. De plus, vous ne recevez que 1,40 dollars par visite – sans compter la première et la

dernière visite de la journée – pour le carburant et l'utilisation de votre propre véhicule.

« Tout le monde est considéré comme occasionnel et CBI n'est pas obligé de fournir huit heures de travail. Certains jours, ils peuvent travailler six ou neuf heures, d'autres jours deux heures, ce n'est donc pas uniforme. Mais l'entreprise attend d'eux qu'ils soient disponibles. Certaines personnes ont deux ou trois emplois pour essayer de joindre les deux bouts. Comment peuvent-ils payer leurs factures ? Comment suivre l'économie, les prix augmentent, l'épicerie, le carburant et tout le reste. Ils ont du mal à joindre les deux bouts. C'est vraiment frustrant et stressant pour nos gens. »



Des travailleurs et travailleuses de la santé lors de la Marche de la Journée internationale des femmes à Toronto, le 4 mars 2023

Sandra Mullen, présidente du Syndicat des employés généraux et gouvernementaux de la Nouvelle-Écosse nous a parlé des conditions dans son secteur :

« Une grande préoccupation est le travail précaire auquel les femmes sont confrontées, qu'il s'agisse de l'économie sur demande et des nombreux employeurs qui réduisent leurs effectifs, sous-traitent et autres choses de ce genre. La majorité des travailleurs concernés peuvent être des femmes. Le travail à temps partiel, la situation de travail dans laquelle ces personnes se trouvent actuellement dans les soins de santé, ils sont tellement à court de personnel et la majorité de ces personnes sont des femmes. Cela affecte également la famille et la vie à la maison, et les met à rude épreuve. Les coûts inflationnistes, tous ces éléments, affectent les parents seuls, dont la majorité sont des femmes. On qualifie ceci de reprise post-pandémie, laquelle a entraîné des pertes d'argent et de revenus, ce qui a eu une incidence sur les cotisations au Régime de pensions du Canada et aux régimes de retraite. Tous ces éléments auront un impact sur les femmes.

« De nombreux lieux de travail sont soumis à un processus de restructuration. Notre gouvernement a joué un rôle actif en retirant des personnes de l'emploi du gouvernement provincial et en créant des agences dans le cadre de la restructuration. Nous nous efforçons de veiller à ce que personne ne perde son emploi, mais cela a un impact sur l'emploi.

« Les gens sont confrontés à une crise du logement dans tout le pays, y compris dans notre propre province, la Nouvelle-Écosse. Ces personnes qui occupent des emplois parmi les moins bien rémunérés – et il y a beaucoup d'emplois – ont besoin d'un endroit où vivre. Ils font venir des travailleurs migrants et des travailleurs immigrés dans tous les secteurs et ils ont beaucoup de mal à

leur trouver un endroit où vivre. »

L'orthopédagogue au secondaire à Montréal Geneviève Royer a dit ceci sur les conditions dans l'éducation :

« Le milieu de l'éducation est en crise. C'est un milieu qui a été extrêmement fragilisé évidemment par la trentaine d'années de coupures dans le secteur public, un milieu fragilisé aussi parce que les enfants et les adolescents et leur famille avec lesquels nous travaillons sont aussi frappés par l'offensive antisociale. Alors nos défis sont grands. Ils sont autant sur la question du type de programme et de pédagogie moderne dont l'école du Québec du XXI^e siècle a besoin, comme aussi au niveau des types de ressources devant exister dans les écoles pour permettre à la jeune génération de s'épanouir et de pouvoir prendre sa place dans la société.



« Les travailleuses et travailleurs de l'éducation créent une immense valeur pour la société. Imaginons un jeune qui passe 8 heures par jour dans une école, qui y apprend, qui est encadré par des adultes qui le guident, autant dans ses apprentissages scolaires, sportifs et sociaux et qui sent qu'on répond à ses besoins. Définitivement la tension à l'intérieur des écoles va baisser et ce qui existe comme forme de violence qui est vécue dans les écoles ne peut que diminuer et ça ne peut qu'avoir un effet bénéfique sur la société tout entière.

« Il est bien connu que fournir aux étudiants et étudiantes les conditions nécessaires pour affirmer leur droit à l'éducation exige qu'on garantisse des conditions de travail adéquates aux enseignants et enseignantes ainsi qu'aux travailleurs et travailleuses de l'éducation. Alors pourquoi les demandes de conditions de travail qui nous permettent d'affirmer et de créer cela dans nos écoles ne sont jamais celles qui ont force de loi à l'intérieur des négociations ? »

Les femmes qui organisent parmi les migrants, les immigrants et les réfugiés se sont exprimées sur leur lutte pour la reconnaissance de leurs droits au Canada.

L'Organisation pour les droits des femmes d'Asie du Sud (SAWRO), une organisation de femmes immigrantes de l'est de Toronto, dont beaucoup sont engagées dans des emplois précaires par le biais des agences de travail temporaire dans les secteurs industriels et des services, nous a dit :

« La santé et la sécurité de chaque individu reposent sur la santé et la sécurité de tous et toutes. Les personnes dont la vie quotidienne est façonnée et affectée par des obstacles systémiques cumulés ont besoin d'une approche globale des réformes pour faire face aux crises interdépendantes de la pauvreté, du logement, de la santé, etc. Les réponses et les programmes disparates visant à résoudre des problèmes à grande échelle, qui n'apportent qu'un soulagement temporaire et des solutions de fortune, ne permettent plus de répondre aux besoins réels des communautés les plus touchées.

« La crise sanitaire mondiale et la récession économique imminente doivent conduire à des changements profonds dans la manière dont les politiques et les programmes sont décidés, en particulier dans les valeurs fondamentales qui guident ces processus. Nous avons besoin de réponses globales qui prennent en compte les impacts multidimensionnels auxquels sont confrontées les communautés fortement touchées à travers le Canada. Pour y parvenir, les communautés marginalisées du Canada doivent se mobiliser au sein de leurs communautés et les unes avec les autres. »



Un sketch présenté par SAWRO lors du rassemblement de la Journée internationale des femmes à Toronto met en scène les nombreux problèmes auxquels les femmes sont confrontées et le manque de réponse du gouvernement. Il conclut que les femmes doivent lutter ensemble pour transformer la société en une société digne des êtres humains.

Une travailleuse sans papiers de l'Alberta nous a dit :

« Je veux utiliser ma voix au nom de tous les travailleurs sans papiers, que j'appelle les travailleurs invisibles. Nous nous considérons comme des travailleurs invisibles. Vous savez pourquoi ? Parce que nous, les travailleurs sans statut, travaillons jour et nuit. Nous n'avons pas de congés de maladie ni de vacances. Nous travaillons pour de bas salaires, souvent même pas le salaire minimum. Nous n'avons pas droit aux heures supplémentaires, même si nous travaillons 12 heures d'affilée. Il n'y a pas de prime de nuit.

« Les travailleurs invisibles sont très vulnérables aux situations dangereuses sur le lieu de travail. S'ils sont blessés, ils ne peuvent pas bénéficier d'une indemnisation pour accident du travail et n'ont même pas de couverture médicale. Les employeurs se servent de nous et abusent de nous.



« Les travailleurs invisibles ne sont pas un fardeau pour la société, nous travaillons dur et contribuons à l'économie. Nous aidons l'économie à se développer, mais nous ne sommes pas reconnus. Nous vivons dans l'ombre, dans la crainte d'être expulsés, dans la crainte d'être pris en train de travailler. Mais si nous n'allons pas travailler, comment pouvons-nous survivre ?

« Nous voulons que le gouvernement nous entende. Nous avons besoin du soutien de toutes les organisations populaires, des travailleurs, dans notre lutte pour la régularisation.

« Nos enfants nés au Canada sont traités comme des Canadiens de seconde zone. Lorsque j'ai donné naissance à ma fille, je n'étais pas couverte pour les soins de santé, et ma fille ne l'a pas été non plus. Selon la loi, tout enfant né au Canada est censé bénéficier de soins de santé et du droit à l'éducation. Les mères, les parents ne pouvaient pas obtenir de couverture pour leurs enfants nés au Canada.

« Migrant [une organisation de défense des travailleurs migrants – FO] a mené une campagne pour que nos enfants bénéficient de soins de santé, nous avons fait pression sur le gouvernement. Nous nous sommes battus pour cela et nous avons gagné ce combat.

« Je suis ici depuis dix ans. Ma vie est ici, j'ai ma place ici. C'est ma deuxième maison. J'aime ma communauté, j'aime le Canada, mais je ne sais pas pourquoi je me bats encore pour obtenir mes papiers, ma résidence permanente.

« Quand je vois le soutien grandissant, tous les gens qui se tiennent aux côtés des travailleurs sans papiers, cela me rend plus forte, cela me rend plus confiante pour élever ma voix. Si nous luttons ensemble, nous pouvons gagner. »

Salutations du nord de la Colombie-Britannique



Nous concluons notre reportage par les vœux exprimés par Northern FIRE, l'Institut féministe à l'UNBC dévoué à la recherche et l'évaluation, et son réseau électronique – Women North Network ! qui en disent long :

« Aujourd'hui, nous devons tous célébrer nos succès, tout en reconnaissant les injustices importantes qui subsistent et les défis considérables qu'il nous reste à relever. Nous défendons ensemble les droits des femmes et les droits de tous et toutes au Canada et dans le monde entier. Aujourd'hui, certains d'entre nous se souviennent des sages paroles d'une chanson alors que nous organisons dans les années 60 et 70 : La libération des femmes est la condition nécessaire à l'élimination de toutes les indignités commises contre l'humanité. Nous avons hâte de travailler avec tout le monde dans les jours et les semaines à venir pour poursuivre notre travail collectif. »



La Journée internationale des femmes célébrée partout au pays

À l'occasion de la Journée internationale des femmes, partout au Canada et au Québec, des femmes ont tenu des rassemblements, des marches et des réunions de toutes sortes pour faire avancer leur

lutte pour leurs droits et les droits de tous.



Montréal, 8 mars 2023

Montréal

Plus de 250 femmes et jeunes filles ont marché dans les rues de Montréal le 8 mars, représentant des organisations féminines et sociales. Devant les bureaux du premier ministre, du gouvernement fédéral et du consulat des États-Unis, elles ont exprimé leur détermination à résister aux attaques contre leurs droits et leur solidarité avec les femmes combattantes du monde entier.





Toronto

Le Toronto International Women's Day Committee, de concert avec Women Working with Immigrant Women, a été l'hôte d'une rencontre animée à Toronto le 4 mars. Des travailleurs de l'éducation et de la santé, des travailleurs migrants et des jeunes ont parlé de leur travail et de leurs revendications. Le rassemblement s'est achevé par les tambours des Eagle Women Singers et par un sketch de l'Organisation pour les droits des femmes d'Asie du Sud (SAWRO). Après la rencontre, des centaines de personnes ont défilé dans les rues du centre-ville jusqu'à l'université métropolitaine de Toronto.





Scarborough

Le 19 mars, la South Asian Women's Rights Organization (SAWRO) a organisé un forum à l'occasion de la Journée internationale des femmes, avec des chansons, des sketches, des débats et des tables rondes. Les discussions ont porté sur un certain nombre de sujets de préoccupation que l'organisation a identifiés dans son travail, allant des soins aux enfants et de la santé aux droits sur le lieu de travail. Les participants ont également discuté de la façon de progresser dans la lutte pour les changements nécessaires dans ces domaines.



Windsor

Le 8 mars, un rassemblement animé s'est tenu sur le piquet de grève des travailleurs de Sel Windsor, en soutien à leur lutte pour le droit de négocier leurs conditions de travail et de défendre leurs emplois et leur sécurité contre la sous-traitance. Les participants ont dénoncé le recours à un cabinet d'avocats antisindicaliste américain pour briser la résistance des travailleurs.



Winnipeg

À Winnipeg, une marche de guérison a été appelée par le village de guérison Clan des mères pour célébrer et honorer toutes les femmes à l'occasion de cette journée internationale.



Edmonton

Women for Rights and Empowerment (W4RE) a organisé une marche animée et militante le 5 mars, suivie d'une célébration au cours de laquelle des jeunes autochtones ont interprété la chanson *Grandmother*, des jeunes Philippines ont mené la danse *One Million Women Rising* et une danse a rendu hommage à la lutte des femmes et du peuple péruviens.

Le 8 mars, l'association Women for Rights and Empowerment a tenu un dîner-débat très réussi, auquel ont participé environ 135 femmes avec leurs familles. Des femmes issues de nombreux secteurs de l'économie y ont participé, notamment un important contingent de travailleuses migrantes; des femmes autochtones menant la lutte pour la justice pour les femmes assassinées et disparues, des femmes palestiniennes menant la lutte pour le droit d'être, des femmes actives pour la justice climatique et l'eau c'est la vie, dans la défense des femmes incarcérées, et d'autres ont parlé de leurs préoccupations et des combats qu'elles mènent, y compris une représentante du Parti communiste du Canada (marxiste-léniniste). Ce qui est ressorti de la discussion, c'est que c'est en unissant nos efforts que l'on obtient des succès, qu'il existe a un fort sentiment de responsabilité les unes envers les autres et qu'il est nécessaire de poursuivre la discussion tout au long de l'année.







Calgary



(Photos : LML, EYN, IWD Toronto, Clan Mothers, Calgary Women's Centre)



Marches du 14 février à la mémoire des femmes et jeunes filles autochtones disparues et assassinées

Des milliers de personnes ont participé à la 32e marche commémorative des femmes à Vancouver le 14 février, appelée par les amis et les familles des femmes et des filles autochtones disparues et assassinées dans le quartier de Downtown Eastside. Des familles de femmes d'autres régions de la Colombie-Britannique et de tout le pays se sont jointes à la marche. La marche rend chaque année hommage aux personnes assassinées ou disparues et exige que justice soit faite et que cesse la violence organisée par l'État à l'encontre des peuples autochtones. Les marcheuses ont parcouru les rues du Downtown Eastside et se sont arrêtées à de nombreux endroits où des femmes ont été vues pour la dernière fois ou ont été retrouvées assassinées.



Des marches ont eu lieu dans beaucoup d'autres villes canadiennes, notamment à Victoria, Terrace, Lethbridge, Calgary, Edmonton, Winnipeg, Thunder Bay, Hamilton, Toronto et Montréal.

Le nombre stupéfiant de femmes et de filles disparues et assassinées depuis le début des marches – 970 dans cette seule région en 2019 et bien plus de 4 000 dans l'ensemble du pays – est un réquisitoire accablant contre le refus d'agir du gouvernement fédéral et des autorités à tous les niveaux.



Ce refus découle des visées génocidaires qui imprègnent la politique coloniale officielle à l'égard des peuples autochtones depuis la création du Canada, dans laquelle les femmes autochtones en particulier sont considérées comme des proies faciles.

Les Canadiens exigent que des mesures soient prises pour mettre fin à ces crimes et le Canada doit les réparer et établir des relations de nation à nation avec les peuples autochtones.



Prince George



Edmonton



Winnipeg



Thunder Bay



Hamilton

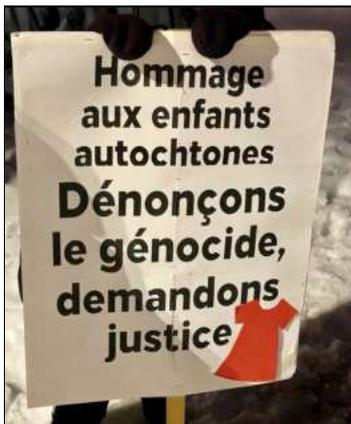


Toronto





Montréal



(Photos : LML, F. Jaffer; Exchange Inner City, A. Velaquez, Memorial March of Edmonton, Southern Chiefs Organization, L. Moctby, C.M. Smolenaars)

